

L'Aveyron, un département rural aux dynamiques d'emploi et de population contrastées selon les territoires

Insee Analyses Occitanie • n° 134 • Avril 2023

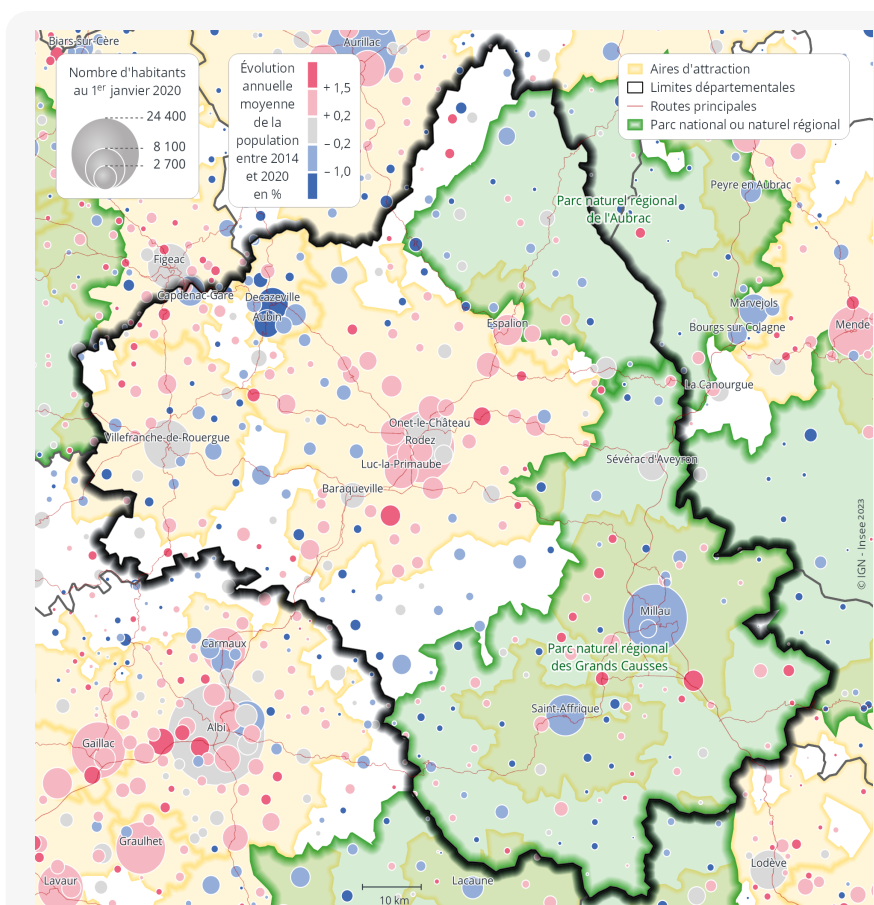
Au 1^{er} janvier 2023, 279 500 personnes vivent en Aveyron. Plus d'un habitant sur trois est âgé de 60 ans ou plus. Inégalement répartie sur le territoire, la population continue de se concentrer au sein des grandes aires de Rodez et de Millau, plus dynamiques en emploi. L'emploi dans l'agriculture et dans l'industrie est proportionnellement plus élevé qu'au niveau national. Dans ces deux secteurs, importants pour l'économie locale, l'Aveyron fait face aux défis liés à la transition écologique mais aussi à des difficultés plus conjoncturelles liées à la crise sanitaire et aux tensions géopolitiques. Le secteur tertiaire crée de l'emploi. Le taux de chômage est parmi les plus bas de France. Avec des emplois moins qualifiés qu'en moyenne, le niveau de vie des habitants reste modeste mais le taux de pauvreté est contenu à un niveau inférieur au niveau France métropolitaine. Dans les zones les plus rurales et montagneuses, les habitants sont à la fois plus éloignés des services et des équipements et plus souvent confrontés à la pauvreté.

Marqué par un fort exode rural, l'Aveyron a connu un lent déclin démographique jusqu'à la fin du XX^e siècle, perdant 150 000 habitants entre 1886 et 1999. La population aveyronnaise repart à la hausse depuis. Elle gagne 16 000 habitants en vingt ans pour atteindre 279 500 habitants au 1^{er} janvier 2023. Les arrivées dans le département sont plus nombreuses que les départs. Cet excédent migratoire compense le déficit naturel résultant de décès supérieurs aux naissances sur la période récente. Les dynamiques démographiques sont contrastées dans le territoire, en lien avec l'évolution de l'emploi local ► **figure 1**. Ainsi, entre 2014 et 2020, les aires d'attraction de Rodez, de Millau et d'Espalion gagnent de la population et des emplois. Celle de Millau bénéficie notamment de l'implantation progressive de la Légion étrangère sur le Larzac, qui a généré plus de 1 600 emplois. À l'inverse, la population et l'emploi reculent dans les aires de Decazeville et de Villefranche-de-Rouergue et dans les territoires situés hors des aires d'attraction des villes (AAV). ► **définitions**.

Les migrations résidentielles accentuent le vieillissement de la population

Le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans progresse entre 2013 et 2019, sous l'effet de l'arrivée dans ces classes

► 1. Population municipale au 1^{er} janvier 2020 et évolution annuelle moyenne entre 2014 et 2020



d'âge des générations nombreuses du baby-boom mais aussi des migrations résidentielles. En effet, les arrivées dans le département sont plus nombreuses que les départs pour les 60-74 ans.

Les départs de jeunes de 18 à 24 ans participent également au vieillissement de la population. Comme dans d'autres départements sans grande métropole, beaucoup d'entre eux quittent le territoire pour poursuivre leurs études ou trouver un emploi ► **figure 2**. En 2019, la population des 18 à 24 ans diminue de 2,3 % du fait des migrations résidentielles. En 2019, les moins de 30 ans sont moins nombreux que les 60 ans ou plus dans le département. Ils représentent respectivement 29 % et 34 % de la population (contre 35 % et 26 % pour la France métropolitaine). Si les tendances démographiques récentes se poursuivaient, en 2040, les habitants de moins de 30 ans représenteraient 26 % des Aveyronnais et les 60 ans ou plus 43 %.

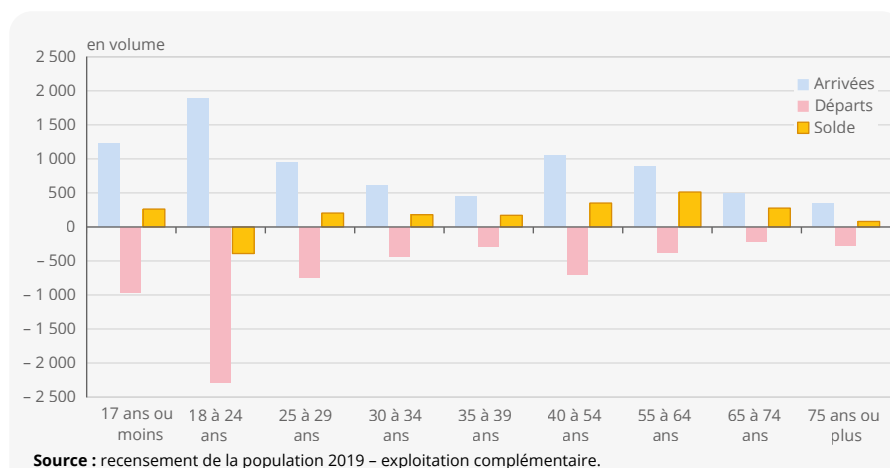
Un emploi sur dix dans le secteur agricole

L'Aveyron est en 5^e position du classement national pour la part d'emplois dans le secteur agricole après le Cantal, la Creuse, la Lozère et le Gers. Les 11 000 emplois agricoles représentent 9,9 % des emplois occupés dans le département contre 2,6 % au niveau national.

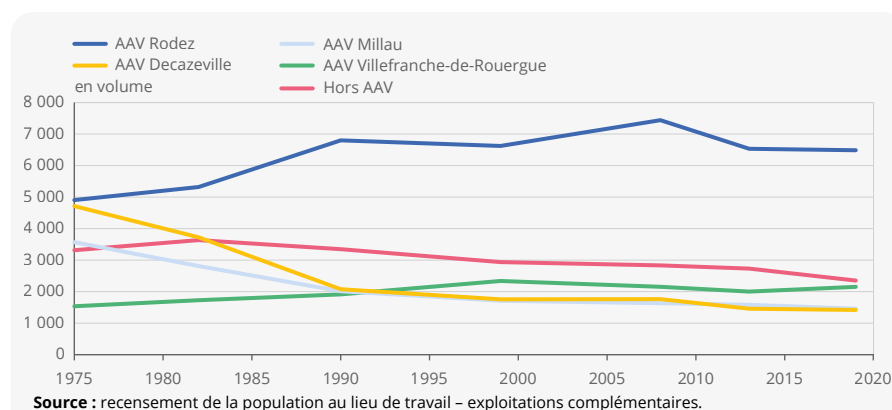
Le département, qui profite d'un bon ensoleillement, est protégé des épisodes de fortes chaleurs par son altitude qui dépasse le plus souvent 500 m et atteint jusqu'à 1 450 m sur le plateau volcanique de l'Aubrac. La majeure partie du territoire aveyronnais est classée en zone défavorisée de montagne, rendant les agriculteurs éligibles à des aides compensatoires. Les exploitations sont spécialisées en élevage de bovins au nord et à l'ouest du département et en élevage d'ovins au sud. Les surfaces en grandes cultures, en cultures fruitières, en vigne et en maraîchage se sont développées sur la dernière décennie, à l'inverse de celles utilisées pour l'élevage.

Le poids de l'agriculture, traditionnellement important dans ce département rural, connaît une érosion moins sévère qu'ailleurs. Le nombre d'emplois agricoles a été divisé par 2,4 depuis 1975 contre 3,1 en moyenne en France métropolitaine. Bien que les exploitations s'agrandissent et se modernisent, le potentiel global de production agricole du département diminue entre 2010 et 2020 sous l'effet du recul du nombre d'exploitations. L'agriculture aveyronnaise se transforme, avec entre autres une forte progression de l'agriculture biologique (900 exploitations en 2020 contre 380 en 2010), des ventes en circuits courts

► 2. Nombre d'arrivants, partants et solde migratoire par tranche d'âge en Aveyron en 2019



► 3. Emploi dans l'industrie dans les principales aires d'attraction de l'Aveyron et hors aire d'attraction des villes (AAV)



ou le développement d'activités de diversification (production d'énergies photovoltaïque ou éolienne, tourisme vert).

Mais un quart des chefs d'exploitation sont âgés de 60 ans ou plus. La reprise de leurs exploitations par des agriculteurs plus jeunes constitue un enjeu fort pour le département, notamment pour maintenir l'activité dans les communes rurales.

Une industrie spécialisée dans l'agroalimentaire, la métallurgie et la fabrication de matériels de transport

La désindustrialisation observée au niveau national ces dernières décennies n'a pas touché de façon homogène les territoires aveyronnais ► **figure 3**. Les bassins industriels historiques de Decazeville (mines et fonderies) et de Millau (cuir) ont subi de lourdes pertes, mais l'industrie s'est développée dans les aires d'attraction de Rodez et de Villefranche-de-Rouergue. Depuis 1975, l'emploi industriel a progressé de 32 % dans l'aire de Rodez et de 40 % dans celle de Villefranche-de-Rouergue. Alors que les aires de Rodez

et de Decazeville comptaient chacune environ 5 000 emplois industriels en 1975, celle de Rodez en compte près de 6 500 en 2019 et celle de Decazeville à peine 1 500. En dehors des aires d'attraction des villes, l'emploi industriel baisse continuellement depuis les années 80 : près de 1 300 postes ont été supprimés dans ces territoires entre 1982 et 2019, soit un emploi industriel sur trois.

Au total, l'industrie représente 14 % des emplois du département en 2019, contre 12 % au niveau France métropolitaine. Un emploi industriel sur trois relève de l'industrie agroalimentaire en Aveyron, contre un sur cinq au niveau national. Certains établissements de l'industrie agroalimentaire figurent parmi les plus gros employeurs du département, comme Raynal et Roquelaure à Capdenac-Gare (fabrication et commercialisation de plats cuisinés) ► **figure 4**. D'autres, tels ceux spécialisés dans la fabrication de fromage ou la découpe et la transformation de viandes, sont plus directement liés aux productions agricoles locales. La métallurgie et la fabrication de matériels de transport génèrent un autre tiers de l'emploi industriel aveyronnais. Ces secteurs bénéficient

de la synergie interentreprises offerte par le cluster Mecanic Vallée. Il s'étend sur six départements et fédère environ 200 entreprises dans les domaines de l'aéronautique, de la machine-outil et de l'automobile, dont un quart sont localisées dans l'Aveyron. Parmi elles, les établissements fournisseurs ou sous-traitants du secteur automobile doivent s'adapter aux évolutions du marché accompagnant la transition énergétique (baisse des ventes de véhicules diesel, développement des motorisations hybrides et électriques). Dans la période actuelle, elles font face de plus aux difficultés d'approvisionnement et au renchérissement des matières premières générés par la crise sanitaire et les tensions géopolitiques.

L'économie se tertiarise en Aveyron comme ailleurs

Pour un emploi supprimé dans le département dans les secteurs primaire et secondaire entre 1975 et 2019, près de deux ont été créés dans le tertiaire. L'économie présentielle liée à la satisfaction des besoins de la population locale et des touristes participe en grande partie à la progression de l'emploi tertiaire. En particulier de 1999 à 2019, les secteurs les plus dynamiques sont ceux de la culture et des loisirs (+ 59,8 %), de la santé et de l'action sociale (+ 51,3 %), de l'administration publique (+ 21,1 %) et de la distribution (+ 12,9 %). Ce sont dans les aires de Rodez et de Millau que les emplois ont le plus augmenté dans le secteur tertiaire : respectivement + 110 % et + 98 % depuis 1975, contre + 87 % en moyenne dans le département.

Dans l'aire de Rodez, cette tertiarisation de l'économie se conjugue avec une hausse de l'emploi industriel entre 1975 et 2008 et contribue au renforcement de la concentration de l'emploi du département dans cette aire.

Un taux de chômage faible

Le taux de chômage ► **définitions** se maintient à un niveau très bas en Aveyron : 5,9 % en moyenne annuelle en 2021, contre 9,3 % en Occitanie et 7,7 % en France métropolitaine. Un faible chômage est une caractéristique commune à de nombreux départements ruraux où le marché du travail est moins dynamique, en lien avec le nombre limité d'actifs arrivant ou restant sur le territoire pour y rechercher un emploi. Ainsi, la faible proportion de jeunes actifs est un facteur structurel qui contribue à contenir le taux de chômage.

Néanmoins, les écarts de taux de chômage sont importants entre les territoires : au

► Encadré - Le potentiel touristique aveyronnais

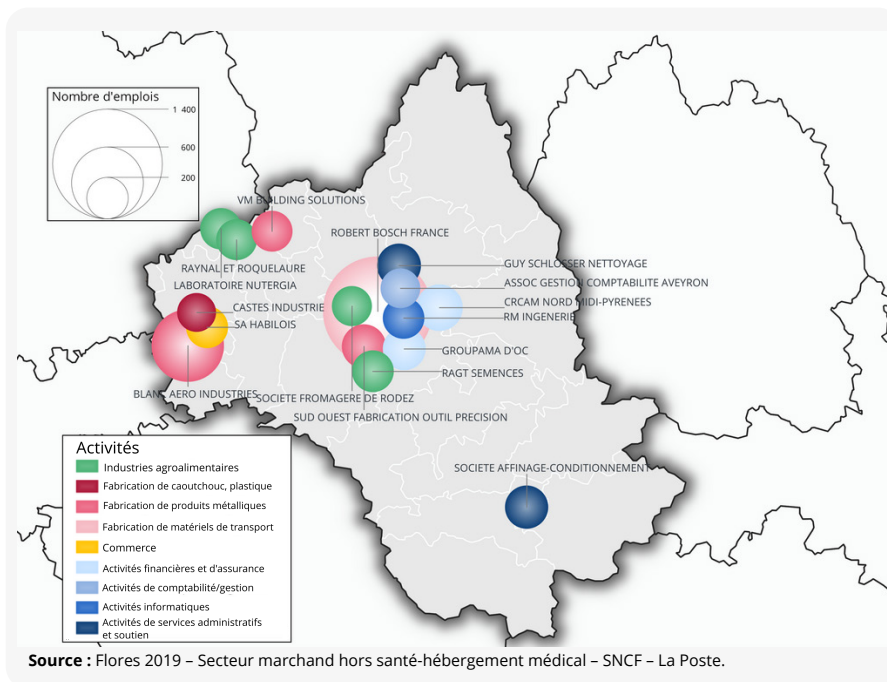
En moyenne en 2019, 6,8 % de l'emploi marchand est lié à la présence de touristes en Aveyron, une part légèrement supérieure au niveau France (6,3 %). L'Aveyron bénéficie d'atouts culturels ou patrimoniaux comme la cathédrale et le musée Soulages à Rodez, l'abbatiale Sainte-Foy à Conques et le viaduc à Millau.

Premier producteur d'énergie hydroélectrique d'Occitanie, le département offre également un environnement propice au tourisme nature, dans les gorges du Tarn ou de l'Aveyron ou sur le plateau de l'Aubrac. L'offre d'hébergements y est conséquente.

Le camping est bien développé comparativement à d'autres départements tournés vers le tourisme vert, notamment aux confins du Massif Central. Avec 9 700 emplacements de camping en 2022, l'offre dépasse celle de la Corrèze ou de la Lozère, mais reste néanmoins très inférieure à celle de l'Ardèche (24 100).

Enfin, 17 logements sur 100 sont des résidences secondaires, plaçant le département dans le premier quart des départements de France métropolitaine. Les résidences secondaires sont principalement localisées dans les zones montagneuses du département.

► 4. Principaux établissements du département de l'Aveyron



recensement de 2019, les actifs de l'aire de Decazeville se déclarent deux fois plus souvent au chômage que ceux des aires de Rodez ou d'Espalion, le reste du département étant dans une situation intermédiaire.

Des revenus plutôt modestes

Les ménages résidant en Aveyron ont un niveau de vie ► **définitions** légèrement inférieur au niveau national et très proche des départements voisins. Plusieurs facteurs contribuent à modérer le revenu moyen des ménages. D'abord, le poids important des retraites et autres pensions qui constituent 34 % des revenus déclarés contre 27 % en moyenne en France métropolitaine. Ensuite, le département se distingue par une forte proportion d'emplois non salariés, en lien avec le poids important de l'agriculture : c'est, avec le Gers, le département français où

le poids de l'emploi non salarié est le plus élevé (22,5 %). De plus, les filières d'élevage, dominantes dans l'agriculture du département, dégagent souvent de faibles revenus. Enfin, seulement 9,4 % des actifs sont des cadres, contre 17,2 % en moyenne en France métropolitaine. En 2020, le taux de pauvreté

► **définitions** atteint 14 % en Aveyron, inférieur de 0,5 point à la moyenne nationale. Sur l'aire de Decazeville et dans les zones les plus rurales (hors AAV), il dépasse cependant 17 %.

Des conditions de vie à adapter aux enjeux environnementaux

Avec l'entrée en vigueur de la loi « Climat et Résilience » visant à réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, les enjeux de réduction de la consommation d'espace et des déplacements sont importants en Aveyron comme ailleurs.

Avec 7,9 % de son parc constitué de logements vacants depuis plus de deux ans en 2019, le double du taux régional et le plus élevé des départements d'Occitanie, l'Aveyron dispose d'une réserve de logements. Mais ils sont en majorité situés en dehors des principaux pôles d'activité et nombre d'entre eux sont très anciens et en état dégradé selon leur classement cadastral. En lien avec un habitat dispersé dans le département, la dépendance à la voiture pour se rendre au travail comme pour accéder aux équipements de la vie courante est forte. En Aveyron, 41 % des ménages possèdent au moins deux voitures contre 37 % en Occitanie. En moyenne, 20 % de la population met plus de 7 minutes pour accéder à une boulangerie contre 4 % au niveau national et 7 % au niveau régional.

Le département, très étendu, bénéficie d'un maillage relativement resserré de pôles de commerces et de services, organisé autour de quatre pôles supérieurs (Rodez, Millau, Villefranche-de-Rouergue et Decazeville) et de 16 pôles intermédiaires

► définitions.

Mais certains Aveyronnais sont relativement éloignés de ces pôles et de ceux des villes voisines hors du département telles Figeac ou Lodève. Les temps d'accès aux équipements sont notamment plus longs pour les habitants de communes en altitude, sur le plateau de l'Aubrac au nord et dans le parc naturel régional des Grands Causses au sud.

Enfin, l'accès aux services de santé est un enjeu fort dans ce département qui vieillit. La densité de médecins omnipraticiens, 141 pour

100 000 habitants en 2021, est proche de la moyenne de France métropolitaine (147 pour 100 000), mais la forte proportion de personnes âgées induit une demande médicale supérieure à la moyenne. Le manque de médecins spécialistes est particulièrement important, avec 114 spécialistes pour 100 000 habitants contre 190 en moyenne nationale. Les Aveyronnais doivent donc souvent se déplacer hors du département pour consulter un spécialiste. ●

Elsa Mathieu, Christophe Péalaprat



Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Définitions

L'**aire d'attraction d'une ville** définit l'étendue de son influence sur les communes environnantes, mesurée par les déplacements domicile-travail. Une aire est composée d'un pôle, défini à partir de critères de densité de population et d'emploi, et d'une couronne constituée des communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Taux de chômage au sens du BIT : rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre d'actifs au sens du BIT.

Le **niveau de vie** est égal au revenu disponible du ménage (revenu à disposition pour consommer et épargner) divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Les UC permettent de tenir compte des économies d'échelle liées à la composition du ménage : une UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Le **taux de pauvreté** est la part de la population dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est fixé à 60 % du niveau de vie médian national une année donnée, soit 1 120 euros mensuels pour une personne seule en 2020.

Un **pôle de services supérieur** est une commune qui possède au moins 24 des 47 équipements dits de gamme supérieure (services d'urgences médicales, hypermarché, cinéma, gare, Pôle Emploi, médecins spécialistes...).

Un **pôle de services intermédiaire** est une commune qui possède au moins 19 des 37 équipements dits de gamme intermédiaire (banque, école de conduite, contrôle technique automobile, piscine, supermarché...).

► Pour en savoir plus

- « Le Gers, un département rural sous forte influence toulousaine à l'est », *Insee Analyses Occitanie* n° 133, avril 2023.
- « Le Lot, un département rural dynamisé par l'industrie et le tourisme », *Insee Analyses Occitanie* n° 132, avril 2023.
- « La Lozère, des atouts pour résister aux crises », *Insee Analyses Occitanie* n° 131, avril 2023.
- « Les dynamiques démographiques dans les départements d'Occitanie », *Insee Dossier Occitanie* n° 17, janvier 2023.
- « Implantation de la Légion étrangère sur le plateau du Larzac : 1 649 emplois générés en 2019 », *Insee Flash Occitanie* n° 107, mars 2021.

